

L'année 2024 ne s'ouvre pas sous les meilleurs auspices : conséquences du dérèglement climatique, guerre en Palestine avec déjà plus de 22 000 morts et des risques accrus sur les équilibres de la région, poursuite de la guerre en Ukraine, multiplication des gouvernements réactionnaires en Amérique du Sud...

Toujours plus à droite !

En France, la politique du "marchepied" pour l'extrême-droite du gouvernement Macron n'en finit pas, faisant sauter bien des digues face auxquelles le chef de l'État s'était pourtant affirmé en gardien... Nous n'étions évidemment pas dupes de ces manœuvres, mais un cap supplémentaire est aujourd'hui franchi avec la préférence nationale inscrite dans la loi immigration, des mesures inscrites au programme du RN, flirtant avec l'inconstitutionnalité. Le "en même temps" est désormais clairement de droite et d'extrême-droite, et nul ne peut dire jusqu'où cette fuite en avant pourrait nous conduire.

Cependant, la dernière lutte contre la réforme des retraites nous a montré que des forces et des possibilités de résistances syndicales et associatives existent au-delà des divisions politiques. Les attaques annoncées contre le statut de la Fonction publique et le mouvement unitaire qui s'amorce contre la loi immigration sont des possibilités de rebondir dans l'opposition au gouvernement, mais aussi de rebattre les cartes vers une possible unification du mouvement syndical. La gravité des enjeux en cours nous impose en effet de dépasser une vision corporatiste trop stricte. Le SNES et la FSU ont tout à gagner à peser pour que le syndicalisme de lutte et de transformation sociale s'impose face aux tendances à l'accompagnement néolibéral.

En dépit de la morosité ambiante, il n'y a rien d'inéluctable à la mise en place des scénarios les plus pessimistes. Il est même de notre responsabilité de continuer à y croire et à construire des perspectives de mobilisations et de luttes pour faire gagner notre camp de progrès et de transformation sociale. Le gouvernement semble même affaibli par ses propres turpitudes, qui génèrent des divisions inattendues en ses rangs, jusqu'au dernier remaniement ; le périmètre de ces nominations est le symbole de l'orientation clairement à droite du gouvernement choisie pour la fin du quinquennat. Il n'y a pas trop d'illusions à se faire tant Macron entend garder son cap envers et contre toutes et tous, s'inscrivant finalement comme le meilleur héritier du sarkozysme.

Des "choix historiques" ... vers l'École mythifiée de nos grands-parents !

Dans le domaine de l'éducation, la communication médiatique et mensongère et les politiques réactionnaires prennent toujours le pas sur les réformes bénéfiques aux élèves et aux personnels. Faisant fi des avis des collègues, des spécialistes et chercheur-se-s, les ministres continuent de surfer sur une vague d'annonces à la fois démagogiques et de plus en plus réactionnaires (expérimentations de l'uniforme, "réarmement civique de la jeunesse" via le SNU, groupes de niveaux au collège, retour des redoublements, formatage pour l'entrée dans le métier...) déclinant la politique du "marchepied" pour l'extrême-droite au ministère. G. Attal a beau vanter ses "choix historiques", les aménagements budgétaires qu'il a annoncés ne lui permettront toujours pas de mettre en place avec sincérité les mesures présentées, qui viennent par ailleurs s'ajouter à la poursuite des suppressions des postes, dont le déficit perdure depuis les coupes claires de l'ère Sarkozy. En ce sens, la profession ne sera pas surprise, car tout cela laisse un sentiment amer de déjà-vu par le souvenir des annonces sur une revalorisation partielle et en partie rattrapée par l'inflation.

Se donner les moyens de construire une mobilisation à la hauteur des enjeux

Les annonces vont continuer de pleuvoir et face à ces menaces, il convient de mobiliser notre profession pour construire une résistance la plus forte et la plus large possible. La réussite globale de la campagne contre le PACTE doit être un point d'appui, car cela nous conforte dans nos analyses, et sur le fait que la grande majorité des collègues n'est pas prête à s'en laisser conter davantage, ni à revivre une remise en cause fondamentale, plus drastique et destructrice de leur métier que la réforme de 2016. La rapidité du rouleau compresseur piloté par G. Attal, sous la commande de Macron, pourrait avoir le poids d'écraser les velléités de contestations. C'est sans doute l'un des buts recherchés, en plus des contraintes fixées par la durée du quinquennat.

Néanmoins, la multiplicité des fronts ouverts est une opportunité à saisir pour unir les colères qui grondent ici et là : réforme de la voie professionnelle, réforme du collègue, échec de Parcoursup, réforme de la formation, abandon de la revalorisation, renoncements sur la classe exceptionnelle, recul de l'âge de la retraite, etc. La grève unitaire du 1er février est donc un moment important pour porter et faire largement entendre nos revendications pour un autre modèle, une autre École que celle toujours plus inégalitaire qui pourrait se mettre bientôt en place. Nous devons dès à présent mobiliser nos collègues pour faire de cette journée une réussite et un point d'appui pour reprendre la main face à un gouvernement fragilisé et sans majorité législative. Au-delà, nous devons également convaincre l'opinion et les parents d'élèves que nos propositions sont celles qui doivent être reprises pour répondre aux enjeux de demain.

Cependant la mobilisation ne se fera pas par la juxtaposition des colères exprimées par les syndicats nationaux, mais par un vrai travail fédéral dont le SNES doit être le fer de lance. Elle sera massive si elle est construite à l'échelle de la FSU, non en s'appuyant sur les revendications corporatistes des un-es et des autres, mais bien en mettant en avant la cohérence des attaques pour disloquer le service public d'éducation dans son ensemble.

On l'a vu en décembre dernier, le travail de syndicats nationaux en concurrence les uns avec les autres sur le dossier AESH est contreproductif : qu'a gagné le SNES à ne pas investir au maximum le GT fédéral AESH créé suite au congrès de Metz ? Le réveil "tardif" du SNES sur les recours pour percevoir les primes REP/REP+ (non travaillés en GT fédéral) trois semaines après le SNUipp est-il le meilleur moyen de mobiliser les collègues, de gagner des avancées pour l'ensemble des AESH et de renforcer de notre organisation ?

Parallèlement, les annonces de Macron-Attal sur la réforme du recrutement et de la formation initiale ont elles aussi fait réapparaître le problème récurrent du travail fédéral et de sa conception. Les sorties médiatiques des SG des SN de la FSU concernés ont pu apparaître contradictoires, ce qui affaiblit la FSU et chacun de ses SN.

Le SNES-FSU ne peut pas limiter le travail fédéral sur les questions éducatives aux collaborations avec les SN du 2nd degré et ne peut se projeter que dans la perspective d'un ralliement des autres SN à ses propres positions. C'est bien dans une construction commune de mandats fédéraux qui font synthèse qu'il doit s'impliquer, sur la formation comme sur les autres dossiers (pacte, précarité, AESH...).